



MECANISME POUR L'INITIATIVE
DE LA RECHERCHE DE LA PAIX
LE DEVELOPPEMENT

DECLARATION SUR L'ETAT DE LA SECURITE EN CETTE PERIODE PRE-ELECTORALE AU BURUNDI

L'organisation MI-RPD Mécanisme pour l'Initiative de la Recherche de la Paix et le Développement est très inquiète de l'état de la sécurité qui révèle une certaine fragilité en cette période pré-électorale au Burundi, suite aux nombreux actes de nature à compromettre la sécurité dans notre pays et voudrait faire appel à chaque partie concernée pour prendre part à la prévention de toute source d'insécurité pendant cette période électorale.

Le MI-RPD, qui contribue beaucoup au désarmement de la population civile, à la consolidation de la paix et au développement du secteur de sécurité, ainsi qu'à la promotion de l'implication de la femme dans la réforme du Secteur de Sécurité, a fait des analyses et, se basant sur son expérience dans ce domaine de la sécurité, a soulevé certaines les questions épineuses suivantes, qui d'ailleurs sont des questions qui préoccupent plusieurs Burundais ces derniers jours se rapprochant des différentes élections.

1. Le groupe qui a perpétré les attaques armées en province de Cibitoke n'a toujours pas encore été identifié quoique leur objectif de déstabiliser les élections ait été reconnu. Pour notre part, nous nous demandons s'il n'y aurait pas des éléments qui seraient restés et qui pourraient continuer cette sale besogne. Il a été dit aussi que les conventions de guerre auraient été violées même si la commission qui a été mise en place par le Ministère de la Justice n'a pas encore publié son rapport. Notre inquiétude repose sur le fait que, au cas où cela serait juste, durant cette période où il y a beaucoup de propos concernant les élections, il n'y aurait pas d'autres fautes pouvant ternir l'image du pays aux yeux de la communauté internationale.

2. Il est mentionné la présence de jeunes affiliés aux partis politiques qui opèrent d'une manière non appropriée, sous prétexte de contribuer à l'amélioration de la sécurité, et s'arrogent des pouvoirs au-delà de leur responsabilité et commettent ainsi des forfaits. Il y a par exemple les jeunes « imbonerakure » qui sont souvent mentionnés ici et là comme maltraitant les membres des autres partis politiques sans oublier des troubles qui ont été semés par les jeunes du parti MSD le 8 mars 2014 à la permanence de ce même parti, ainsi que les bouleversements observés le jour de la libération du journaliste Bob Rugurika quand la circulation sur les routes a été entravée et que même certaines lois régissant la circulation ont été beaucoup bafouées.
3. Un autre élément est la réunion des jeunes affiliés aux partis de l'opposition tenue à Kampala avec l'objectif de sensibiliser les jeunes de l'ADC IKIBIRI du 25 au 27 Décembre 2014, avec l'objectif de sensibiliser les jeunes de l'ADC IKIBIRI sur la façon d'organiser les manifestations. Notre inquiétude est que de telles manifestations pourraient provoquer un climat d'insécurité dans le pays et des incidents à l'égard des concernés.
4. Les personnes à qui le gouvernement avait donné des armes pendant la crise politique qu'a traversée notre pays, n'ont pas jusqu'ici remis leurs armes alors que les permis de port d'armes ont été annulés en 2008 ; nous signalons aussi des rumeurs qui ne cessent de circuler concernant la distribution d'armes à feu à certains jeunes affiliés aux partis politiques et nous avons des inquiétudes à ce sujet, surtout en ce moment où le pays approche la période cruciale des élections.
5. Le débat sur le deuxième ou le troisième mandat du président de la république actuel suscitant des disputes dans le pays où deux groupes se sont formés, l'un affirmant que Son Excellence Monsieur le président de la République a déjà purgé ses deux mandats et l'autre disant qu'il n'en a fait qu'un seul. Cela pourrait susciter des incidents violents entre ces deux groupes, car l'un des deux sera insatisfait quand une décision finale sur l'éventuelle candidature du président sera prise. Nous souhaitons donc que les organes de sécurité soient vigilants pour prendre des dispositions adéquates pour le maintien de la stabilité dans chacun des cas.
6. Des organisations et radios qui préconisent de continuer les manifestations dénommées « Mardi vert » jusqu'à un temps indéterminé faisant appel à la

justice sur le meurtre des trois religieuses italiennes, le cas de Monsieur Butoyi Christian Claude, déficient mental, pris comme bouc émissaire de l'assassinat des trois religieuses italiennes de Kamenge et actuellement en prison, Monsieur Bob Rugurika, journaliste et Directeur de la Radio Publique Africaine (RPA) et Monsieur Claver Mbonimpa, président de l'APRODH.

7. La mise en garde réciproque entre le gouvernement et les organisations de la société civile où ces dernières appellent la population à des manifestations en cas de présentation de la candidature de Son Excellence le Président de la République actuel, tandis que le gouvernement met en garde toute personne qui participerait à ce genre de manifestation, menaçant qu'elle soit considérée comme fauteur de troubles.
8. La question des indices d'insécurité qui se manifestent sur les frontières communes entre le Burundi et le Rwanda d'une part, et la RDC d'autre part.
9. La question des cas d'insécurité qui s'observe dans la ville de Bujumbura survenant souvent entre les policiers et les transporteurs de personnes (motards et cyclistes) et entre les policiers et les vendeurs ambulants au centre ville de Bujumbura, surtout à la place de l'ancien marché de Bujumbura.
10. La question des complicités dans l'évasion de l'ancien député et président du parti au pouvoir CNDD-FDD, Honorable Hussein Radjabu, marquant une divergence dans la gestion de la question sécuritaire dans le pays.
11. Les tentatives d'assassinat de certains leaders politiques et hauts cadres de l'Etat. Nous mentionnons en guise d'exemples :
 - L'attaque perpétrée au domicile du Ministre de la Santé Publique et de la lutte contre le Sida le 17/12/2014,
 - L'assassinat de l'épouse de l'ex-responsable du Service National des Renseignements,
 - Attentat d'assassinat de l'épouse de l'ex-Administrateur Directeur Général de l'INSS et président du parti FNL actuellement acteur politique qui a été blessée le 15 mars 2015.
12. L'organisation de manifestations publiques parallèles des partisans du parti CNDD-FDD soutenant le troisième mandat de Son Excellence le Président de la République Pierre NKURUNZIZA et ceux des partis de l'ADC

- IKIBIRI et des organisation de la société civile qui pourraient générer des affrontements entre les deux groupes.
13. Les différentes attaques perpétrées contre les membres des corps de défense et de sécurité ainsi que contre des citoyens par des éléments non encore identifiés dans diverses provinces du pays, surtout dans la zone frontalière avec la RDC.
 14. Des enseignements divisionnistes et de la propagande à caractère ethnique qui sont en train d'être introduits au sein des citoyens burundais, soit en cachette, soit publiquement via l'internet, et qui pourraient se répandre dans les corps de défense et de sécurité, ce qui risquerait de ruiner les accords de paix d'Arusha et de cessez-le-feu. Au cas où des violences en découleraient, ce serait déplorable et les conséquences seraient catastrophiques pour le pays.
 15. Certains individus, pour des raisons purement égoïstes, veulent qu'il y ait un gouvernement de transition et plaident pour le troisième mandat de son Excellence Pierre NKURUNZIZA. Cela pourrait entraver la liberté des citoyens burundais d'élire eux-mêmes leurs propres dirigeants.
 16. La croissance des cas de vol et de meurtre en pleine journée, que ce soit dans la ville de Bujumbura ou à l'intérieur du pays à travers lesquels la plupart voient des mobiles politiques.
 17. La pénurie de carburant au Burundi qui pourrait entraver l'organisation des élections avec toutes les conséquences qui en découlent concernant la cherté de la vie.

Considérant les affrontements qui s'observent entre les corps de sécurité et la population,

Considérant les soupçons comme quoi les corps de sécurité seraient manipulés par certains politiciens pour satisfaire leurs intérêts égoïstes,

Considérant aussi que certains politiciens qui sont à l'extérieur du pays voudraient participer aux prochaines élections, à l'instar d'Alexis SINDUHIJE, Léonard NYANGOMA, Manassé NZOBONIMPA, Pancrace CIMPAYE et d'autres,

Nous basant sur tous ces éléments ci-haut cités, ainsi que sur d'autres problèmes non cités, nous demandons ce qui suit et cela dans les meilleurs délais :

- a. Que les citoyens burundais et étrangers ne se laissent pas emporter par la seule question du troisième mandat de son Excellence le Président de la République Pierre NKURUNZIZA, mais qu'ils gardent l'unité en ces moments difficiles que traverse le Burundi, dans l'entente et la cohésion, dans le but de consolider la sécurité.
- b. Que les corps de défense et de sécurité tournent le dos à tout enseignement de nature à les diviser, enseignement fondé sur leurs anciens mouvements combattants, gardant à l'esprit leur rôle et leur serment qui sont de loin différents des intérêts politiques et des intérêts de n'importe quel parti politique. Qu'ils gardent l'unité en consolidant la sécurité entre eux-mêmes et de ceux qu'ils sont censés protéger. Qu'ils se souviennent toujours qu'ils ont émergé de la population et que leurs familles font partie de la population.
- c. Que toutes les manifestations qui sont entrain d'être organisées par le parti au pouvoir et par ceux qui sont contre le troisième mandat de son Excellence le Président de la République Pierre NKURUNZIZA soient arrêtées pour le bien de la population déjà préoccupée par les questions de pauvreté, de famine et autres
- d. Que son Excellence le Président de la République Pierre NKURUNZIZA renonce au troisième mandat, afin que tout ce qu'il a érigé pendant les dix dernières années en compagnie avec la population ne soit pas détruit à cause de cette nouvelle candidature.
- e. Que le gouvernement burundais, ensemble avec la CENI, mette en place un mécanisme facilitant la présentation aux élections de politiciens à l'étranger, sans qu'ils aient peur d'être poursuivis.
- f. Nous exhortons l'Organisation des Nations Unies, l'Union Africaine ainsi que la Communauté de l'Afrique de l'Est d'arrêter le plus tôt possible des stratégies afin de rétablir la sécurité durable au Burundi, pour protéger la population burundaise, les leaders politiques et les hauts cadres de l'Etat, même s'ils ne sont pas en faveur du troisième mandat de Pierre NKURUNZIZA.
- g. Que les politiciens, à la fois ceux du parti au pouvoir et de l'opposition, renoncent aux propos pouvant conduire la population à la violence et au meurtre en évoquant le passé.

- h. Que le gouvernement burundais demande à temps une assistance en carburant afin de faciliter la préparation élections, car il est clair que la question de carburant est loin d'être résolue.
- i. Nous demandons que des enquêtes indépendantes soient faites le plus vite possible sur les cas suivants :
- Les cadavres retrouvés dans le lac RWERU, au niveau de la frontière commune entre le Burundi et le Rwanda,
 - L'assassinat des trois religieuses italiennes de Kamenge en septembre 2014,
 - Les crimes de guerre survenus lors des attaques dans la province de Cibitoke en décembre 2014 pour que les auteurs de ces crimes soient appréhendés et punis selon la loi et que cela serve d'exemple aux autres.
 - Que les radios et télévisions, aussi bien gouvernementales que privées, donnent la parole à toutes les parties et de manière équitable, et surtout qu'elles accordent plus la parole aux corps de défense et de sécurité.

En conclusion, nous remercions et félicitons toute personne qui a le souci de résoudre les problèmes que connaît le Burundi, surtout la question de la sécurité.

Nous devons tous y contribuer pour refuser le « burundo-pessimisme » devenu la caractéristique des commentaires sur l'avenir du Burundi tant en public qu'en privé.

Vive la paix et la sécurité pour tous.

Fait à Bujumbura, le 23 mars 2015

Pour le MIPRPD

Jean Claude SINZINKAYO

Directeur Exécutif

